

International République démocratique du Congo

Les grandes manœuvres reprennent à Kinshasa

● L'équipe Kabila n'a pas abandonné l'espoir de se maintenir au pouvoir au-delà du second mandat présidentiel. Elle relance de grandes manœuvres.

● Vital Kamerhe, arrivé troisième à la présidentielle de 2011, commente ces opérations politiciennes pour "La Libre Belgique".

● Le maillon faible de l'opposition semble cette fois être... le fils d'Étienne Tshisekedi.

Kamerhe, le troisième

Portrait Marie-France Cros

A 56 ans, Vital Kamerhe est une des principales figures de l'opposition congolaise. Il s'était hissé à ce statut en arrivant troisième à l'issue de l'élection présidentielle frauduleuse de 2011. Mais l'inconnue en était principalement qui était arrivé premier, du président sortant Joseph Kabila ou de l'opposant Étienne Tshisekedi. Nul n'avait contesté la place du troisième.

Vital Kamerhe a encore creusé son trou dans le paysage politique congolais en étant un des principaux organisateurs des manifestations – dont certaines avaient dégénéré en émeutes – qui avaient empêché, en janvier dernier, une modification de la loi électorale. Cette réforme était vue comme une manœuvre du président Kabila pour se prolonger au pouvoir au-delà de la fin de son second mandat, en décembre 2016.

Deux obstacles

Les ambitions politiques de M. Kamerhe rencontrent deux obstacles. D'abord, il est originaire de l'Est du Congo, comme le président Kabila, ce que refusera l'Ouest du pays au nom de l'alternance si M. Kamerhe ne s'associe pas à un originaire de l'Ouest.

Ensuite, il fait l'objet d'une hostilité particulière de la part du camp kabiliste parce qu'il en fut l'un des membres les plus brillants. Principal artisan du succès électoral de Joseph Kabila à l'Est du pays lors des élections de 2006 – peu critiquées –, il présida l'Assemblée nationale jusqu'en 2009, quand un désaccord avec le chef de l'État lui fit perdre ce poste.

Aujourd'hui, ses présumées ambitions présidentielles sont à la merci d'un procès que lui intente une personnalité du parti de M. Kabila pour diffamation, bien qu'un accord ait été signé et exécuté pour régler l'affaire à l'amiable.

Ces dernières semaines, Kinshasa se demandait si Vital Kamerhe succomberait aux nouvelles tentatives kabilistes de débaucher des opposants (voir p. 16). Son entretien avec "La Libre Belgique" ressemble à une fin de non-recevoir.

“Pourquoi pas un ticket Kamerhe/Katumbi?”

Hubert Leclercq
Envoyé spécial à Kinshasa

La nuit est tombée depuis quelques heures déjà sur la capitale congolaise. Dans “l’hôtel Kamerhe”, comme les Kinois ont baptisé le quartier général du patron de l’UNC (Union pour la nation congolaise), personne ne semble s’en être aperçu. C’est l’effervescence. Dans son minuscule bureau, Vital Kamerhe, le président du parti, continue de recevoir ses cadres pour préparer les échéances électorales, qu’il attend de pied ferme.

Monsieur Kamerhe, vous avez annoncé que vous ne participeriez pas au Dialogue national que propose le président de la République et qui, pourtant, semble être accepté par certains leaders de l’opposition ?

Certains ? J’en vois un : Félix Tshisekedi, le fils de..., au nom de l’UDPS. Et cette décision a créé de vives tensions au sein de son parti.

Pourquoi avoir refusé ?

Le président nous a envoyé le patron des services de renseignement pour nous interroger... pacifiquement sur nos intentions par rapport à ce dialogue. Nous avons posé la question à la représentation politique nationale du parti, il nous a été répondu qu’il y avait déjà eu des concertations pour la cohésion nationale (septembre-octobre 2013) avec plus de 700 recommandations à la clé. Il a fallu attendre treize mois pour voir appliquer une seule de ces recommandations, et elle a été mal appliquée, c’est la mise en place d’un gouvernement qui devait être d’union ou de cohésion nationale. Le dialogue annoncé est inopportun. Nous sommes en plein processus d’enregistrement des candidatures pour les provinciales et il ne peut y avoir deux processus en même temps : celui du dialogue va suspendre celui de l’enregistrement. Le dialogue proposé par le Président a été mis sur pied pour gagner du temps, pour aller vers le glissement (report du calendrier électoral). Nous, on a proposé un dialogue technique, au sein de la Ceni (Commission électorale nationale indépendante), sur les points qui posent question par rapport aux échéances électorales.

C’est la piste que semble aussi privilégier le président de la Ceni, le pasteur Apollinaire Malu Malu ?

J’en suis heureux. Ce dialogue technique va nous permettre de parler de tout ce qui ne va pas dans la perspective des élections à venir, comme les doublons dans le fichier électoral, les carences du calendrier, etc.

Ce dialogue technique est tardif malgré tout. Nous sommes à six mois des premières échéances...

Exact. Nous devons être sur nos gardes pour qu’on respecte un calendrier précis. Ce dialogue va bousculer pas mal de choses. On doit organiser les provinciales mais on peut postposer les municipales et les locales après 2016. Il faut être réalistes : nous n’avons pas les moyens de les organiser.

Ce n’est pas ce que dit le patron de la Ceni...

Nous verrons. Nous, les Congolais, avons un garde-fou, c’est la Constitution. La date du 27 novembre pour la tenue des scrutins présidentiel et législatif, elle est constitutionnelle. La date du 20 décembre 2016 pour la passation de pouvoir et l’installation du nouveau Président, elle est constitutionnelle. Cette lecture ne suscite d’ailleurs aucune tension. Les autres scrutins, on peut en discuter. Mais il faut organiser les provinciales parce qu’il faut renouveler les mandats des gouverneurs, les assemblées provinciales et le Sénat (*Ndlr : élu par les assemblées provinciales*). Nous avons reçu le soutien de l’Omu, dont la Résolution 2211 affirme explicitement que la date du 27 novembre 2016 pour la tenue de l’élection présidentielle est intangible.

Les élections provinciales avec combien de provinces ? Un découpage est en cours qui doit aboutir au passage de 11 à 26 provinces...

Ce sera 11 ! Ce truc du découpage, c’est encore une ficelle grossière pour tenter de gagner du temps. Aujourd’hui, je crois que

le président a compris que ce découpage allait occasionner bien des soucis. Rien n’est prévu : pas de personnel qualifié, pas de logistique, pas d’infrastructure dans nombre de ces nouvelles entités. Une fois de plus, ce n’est pas réaliste. On va créer des provinces qui n’ont aucun moyen de subsistance, c’est dangereux.

Vous aimez parler du front uni de l’opposition. Or, le fait que l’UDPS a annoncé son intention de dialoguer avec Joseph Kabila plombe cette belle unité...

Ce n’est pas l’opposition qui est plombée, c’est Félix Tshisekedi qui s’est plombé. Je constate que depuis qu’il a annoncé son intention de dialoguer avec Kabila, c’est l’UDPS qui se désagrège. Beaucoup ne comprennent pas sa démarche. En 2011, l’UDPS a annoncé qu’elle avait gagné les élections. Etienne Tshisekedi a prêté serment (*Ndlr : comme “président de la République”*) dans sa parcelle. Il est donc, selon la lecture de l’UDPS, toujours Président et, lui aussi, devra rendre son mandat fin 2016. Parallèlement, son fils se met à dialoguer avec le président Kabila. Cela signifie que la position de son père était erronée. C’est un désaveu terrible pour cette icône de l’opposition. Personnellement, je ne croirai à la volonté de dialoguer de l’UDPS que quand je l’entendrai de la bouche d’Etienne Tshisekedi.

On a l’impression que les leaders de l’opposition ne sont jamais capables de s’entendre dans les moments cruciaux...

Vous faites référence à 2011, quand nous ne sommes pas parvenus à nous entendre Tshisekedi et moi ? Il y a eu des tractations jusqu’au jour où l’on m’a remis la proposition de l’UDPS. Ce texte faisait de Tshisekedi un seigneur ; moi, j’étais son vassal. Inacceptable. J’ai proposé que nous allions ensemble, Tshisekedi et moi, à Bukavu et Goma (*Ndlr : chefs-lieux des deux Kivu*) et qu’il disc au peuple qu’il comptait sur moi, qu’on pouvait faire un ticket. Il aurait pu dire : moi, Etienne Tshisekedi, je vous promets que votre fils (*Ndlr : Kamerhe est originaire du Kivu*) sera mon Premier ministre. Il n’a pas voulu.

Faut-il un ticket pour 2016 ?

Absolument. Il faut que tous ceux qui ont des ambitions pour le poste suprême se mettent ensemble autour d’une vision, d’un programme de gouvernement. On doit chacun défendre sa vision et il faut que celui qui est le mieux armé soit désigné comme le candidat de l’opposition. Si on est honnête, ça ne représente pas beaucoup de monde, tout au plus trois ou quatre candidats.

C’est dans cette optique que dans une interview récente vous avez lancé un appel à Moïse Katumbi, gouverneur du Katanga, pour qu’il rejoigne l’opposition ?

Oui, qu’il nous rejoigne. C’est incontestablement un leader, quelqu’un de populaire dont on a besoin, à condition qu’il accepte de jouer le jeu démocratiquement et qu’il y ait un débat

entre nous. Il faut qu’il adhère à la vision de l’opposition.

Un ticket Kamerhe/Katumbi est-il envisageable ?

Pourquoi pas ? Je vais poser moi-même la prochaine question. Qui sera devant ? Réponse, je ne le sais pas. Il faudra qu’on confronte nos idées, nos programmes, notre vision. Aujourd’hui, ce sont des supputations, mais je vous fais remarquer qu’il est toujours dans la majorité et moi dans l’opposition.

Cela vous donne plus de légitimité ?

La légitimité des gaz lacrymogènes ! J’ai aussi une expérience de la présidentielle. Je suis arrivé troisième en 2011 derrière Kabila

et Tshisekedi, quel que soit l’ordre des deux premiers. Mais en politique, il faut savoir être ouvert et, pour gagner, il faut être ensemble. Le rassemblement est la meilleure parade à opposer au président Kabila.

Vous semblez certain qu’il y aura alternance ?

C’est une évidence. Le peuple rejettera en masse tout ce qui est issu du parti de Kabila. Il ne se laissera plus duper. Passez à la Ceni, vous verrez qu’on ne se bouscule pas pour se présenter sur les listes du PPRD pour les provinciales. Les candidats préfèrent s’inscrire sur les listes de partis satellites. Ils savent que quelle que soit leur popularité, ils ne gagneront jamais s’ils sont PPRD.

“Notre parti a répondu qu’il y avait déjà eu des concertations pour la cohésion nationale (sept.-oct. 2013) avec plus de 700 recommandations à la clé. Il a fallu attendre 13 mois pour voir appliquer une seule de ces recommandations.”

VITAL KAMERHE
Arrivé troisième à la présidentielle de 2011, l’opposant refuse de participer aux nouvelles manœuvres du pouvoir.

Nouvelle tentative de Kabila de rester au pouvoir

■ Depuis lundi, le Président consulte en vue d'un "dialogue politique".

Analyse Marie-France Cros

Arrivé au pouvoir à l'assassinat de son père en 2001, élu en 2006, demeuré chef d'État en 2011 malgré des élections frauduleuses, le président Joseph Kabila avait voulu, en 2014, modifier la Constitution pour s'octroyer un troisième mandat – interdit par la loi fondamentale. La révision avait été inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale mais le renversement par la rue, le 31 octobre 2014, du président du Burkina Faso, pour avoir voulu forcer un nouveau mandat, avait renvoyé la révision congolaise aux calendes grecques.

Le camp kabiliste avait alors essayé d'introduire dans la loi électorale, en janvier 2015, une disposition qui aurait retardé considérablement l'élection de son successeur, ce qui lui permettrait de rester plus longtemps. Des émeutes l'avaient obligé à retirer la principale des dispositions contestées.

L'UDPS, nouvelle amie

Le président congolais a ensuite lancé – après neuf ans d'inaction au

sujet de cette obligation inscrite dans la Constitution de 2006 – la mise en place de 26 provinces (au lieu de 11), avec l'intention, selon ses adversaires politiques, de ralentir tout le processus électoral. Donc rester plus longtemps au pouvoir puisqu'il ne doit céder la place qu'une fois son successeur élu.

Et il a ouvert, ce lundi, des consultations en vue d'un "dialogue politique" sur les futures élections. Selon le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, il s'agit ainsi de "répondre à une initiative de l'UDPS", le parti d'Étienne Tshisekedi.

Cette soudaine mansuétude envers un vieil adversaire politique survient alors que l'immobilisme de la direction de l'UDPS, les dissensions internes et le mauvais état de santé d'Étienne Tshisekedi, 82 ans, ont considérablement affaibli ce parti d'opposition. Tant et si bien qu'il était totalement absent des manifestations qui ont empêché, en janvier dernier, une modification de la loi électorale qui aurait permis à M. Kabila de se maintenir au pouvoir au-delà de la fin de son second mandat.

Elle survient aussi alors que Kinshasa – et Bruxelles, où réside Étienne Tshisekedi – bruissent de rumeurs sur un accord entre les kabilistes et le fils d'Étienne Tshisekedi, Félix, pour que ce dernier entre dans un prochain gouvernement, qui serait "d'union nationale" et prendrait des décisions retardant les élections, voire suspendant la Constitution.

"Félix Tshisekedi s'est rendu compte que son père a fait couler le bateau" et

qu'il "n'a pas l'intention de faire de lui le candidat de l'UDPS à la présidence" en 2016, nous indiquent deux sources à Kinshasa. "Il est donc tenté de jouer pour son compte et d'obtenir un poste de ministre. D'autant que les partis d'opposition n'ont plus d'argent – faiblesse que le pouvoir essaie de mettre à profit."

Malu Malu hospitalisé

L'organisation des élections pose plusieurs problèmes. D'abord, la communauté internationale n'aidera à les financer

que si elles sont transparentes et régulières. Ensuite, le calendrier est serré.

Enfin, le président de la Ceni (Commission électorale nationale indépendante), l'abbé Malu Malu – très critiqué pour sa proximité avec M. Kabila – a été victime d'un AVC et est en soins en Afrique du Sud. Bien qu'il ait pu faire des video-conférences, la question qui court les couloirs à Kinshasa est de savoir s'il va pouvoir rester à la tête de la Ceni ou s'il faudra le remplacer. Et si oui, par qui ?

Enfin, les Congolais observent avec attention le déroulement du bras de fer au Burundi entre un président Nkurunziza désireux de se maintenir au pouvoir après la fin de son second mandat, d'une part, et l'opposition et la société civile, de l'autre, qui n'en veulent plus. Lors du putsch raté contre le président burundais, le 13 mai, la presse de Kinshasa s'était clivée sur le sujet selon la ligne qui divise partisans et adversaires d'un troisième mandat... de Joseph Kabila.

Un prochain gouvernement, qui serait "d'union nationale", prendrait des décisions retardant les élections, voire suspendant la Constitution.